

\\ 273 \\

L'Economie de la drogue
Un début de discussion

de

André Dumas

May 1999

Université Montpellier I
Faculté de Sciences Economiques
Avenue de la Mer
34054 Montpellier
e-mail: dumas@sceco.univ.montpl.fr

L'ECONOMIE DE LA DROGUE

André DUMAS
(Mars 1999)

Les drogues illégales (opium-héroïne, cocaïne, haschich- marijuana et drogues de synthèse) font l'objet d'une production (offre), d'un échange (marchés et prix) et d'une

consommation (demande); elles peuvent donc être considérées par l'économiste comme une marchandise. Il s'agit certes d'une marchandise particulière puisque production, circulation, échange et consommation sont aujourd'hui généralement interdits, mais d'une marchandise quand même (au demeurant si rentable qu'elle va être exploitée au siècle dernier par les grandes puissances coloniales), au même titre que les drogues légales que constituent l'alcool ou le tabac.

P. KOPP (« L'économie de la drogue », La Découverte, 1997) avance en particulier deux raisons qui à ses yeux justifient que l'économiste s'intéresse aux drogues illégales :

- 1- L'importance du marché qu'elles représentent dans le monde en termes de nombre de consommateurs ou de volume de chiffre d'affaires,
- 2- Le processus particulier de formation des prix, lié aux comportements spécifiques d'une offre et d'une demande qui s'expriment sur un marché clandestin.

Il est possible de rajouter deux autres raisons :

- 1- L'importance que représente la drogue dans le développement économique de certains pays du Tiers Monde producteurs,
- 2- La nécessité de définir au niveau des Pouvoirs Publics une politique relative à la drogue qui puisse se révéler optimale au regard de leur mission d'amélioration du bien-être collectif.

L'analyse économique se heurte cependant à des difficultés importantes. L'une d'entre elles, liée au caractère clandestin du marché, est la difficulté de mesurer l'importance de la production, de la consommation, du chiffre d'affaires et du coût social que représente la drogue dans le monde; les techniques d'évaluation, d'ailleurs différentes selon les agrégats concernés, ne peuvent qu'approcher, probablement d'assez loin, la réalité des chiffres. Une autre difficulté concerne la définition du bien-être collectif, dont le contenu qualitatif varie dans le temps et dans l'espace en fonction de considérations idéologiques, morales ou, plus largement, culturelles.

1- La production et l'offre de drogue

La production des drogues d'origine agricole est généralement estimée à partir des surfaces cultivées, auxquelles on applique des coefficients relatifs aux rendements moyens et à la transformation des récoltes en produits consommables. La production de drogues de synthèse est moins bien connue et ne peut que faire l'objet d'une estimation à partir des saisies effectuées. Dans tous les cas, les statistiques proposées ne sont que des estimations imprécises et toujours discutables.

L'essentiel de la production d'opium et d'héroïne est réalisé, à environ 70%, dans le « Triangle d'or » (Birmanie, Laos, Thaïlande), avec plus de 2500 tonnes d'opium par an

pour la seule Birmanie et, pour le Triangle, 280 tonnes d'héroïne pure. Le reste de la production mondiale est surtout assuré par le « Croissant d'or » (Afghanistan, Iran, Pakistan) avec presque 2300 tonnes d'opium pour le seul Afghanistan en 1995 et 115 tonnes d'héroïne pour l'ensemble du Croissant. Ces productions ont triplé en huit ans dans le Triangle d'or et doublé dans le Croissant d'or. S'y ajoutent les productions, plus faibles et moins bien connues, de l'Inde, de la Chine, du Viet-Nam, du Cambodge, des pays d'Asie centrale dans l'ancienne Union Soviétique et de quelques pays d'Amérique latine.

La production de feuilles de coca émane principalement de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie et, dans une moindre mesure, de l'Equateur et du Brésil, les derniers exportant la plus grande partie de leur production de pâte-base vers la Colombie qui assure la transformation en cocaïne; cette dernière représentait en 1997 entre 1000 et 1500 tonnes.

Les productions de haschich et de marijuana sont moins géographiquement concentrées que les précédentes et se trouvent en Afrique, en Amérique latine, au Moyen - Orient, en Asie centrale, mais aussi aux Etats Unis, en CEI, aux Pays-Bas, à la Jamaïque, soit plus de 120 pays. Elles étaient évaluées en 1996 à 14400 tonnes de marijuana et à 4500 tonnes de haschich.

Les productions précédentes émanent donc essentiellement de pays du Tiers Monde. La culture du pavot, de la coca ou du cannabis constitue pour les paysans les plus pauvres du Tiers Monde un moyen de survie et leur procure un revenu supérieur à celui des cultures légales traditionnelles dont les prix mondiaux ont tendance à décroître. Par exemple, la culture de cannabis rapporterait trois fois plus que celle du soja et celle de la coca deux fois plus que celle du café. C'est ainsi qu'en Amérique latine, les plantations de cocaïers tendent à remplacer celles de caféiers dont la production est moins rentable pour les paysans, illustrant ainsi la responsabilité des pays riches (qui pèsent sur le niveau de prix du café sur le marché international) dans le développement de la culture des cocaïers.

La drogue représente ainsi pour les pays pauvres une source de richesse économique importante, voire quasi-exclusive comme au Pérou, en Bolivie ou en Birmanie. Elle fait vivre des centaines de milliers de paysans et crée des millions d'emplois (10 à 12 millions de personnes vivent de la drogue en Amérique latine, autant dans le Triangle d'or, et, pour le seul Maroc, 5 millions de personnes vivent presque exclusivement de la production de cannabis). La drogue constitue aussi pour les pays pauvres concernés une part importante de leurs exportations (Deux tiers des exportations totales boliviennes ou un tiers des exportations totales du Maroc, par exemple).

Par contre, la production de drogues de synthèse, qui explose depuis quelques années, est effectuée dans les pays industrialisés qui les consomment eux-mêmes (Europe, Amérique du Nord, Extrême Orient et Afrique du Sud), ce qui réduit le coût et le risque des filières d'approvisionnement. On ne connaît le volume de la production qu'à travers les saisies douanières qui, selon l'Organisation mondiale de Douanes ont été de 26 tonnes en 1994.

L'ensemble de ces productions constituent une offre mondiale, diversifiée dans ses composantes et donc relativement concurrentielle; son évolution dépend des fluctuations des goûts des consommateurs (phénomènes de mode par exemple) et des politiques de répression.

Elle s'adresse en priorité aux marchés des pays industrialisés et donne donc lieu à une circulation planétaire clandestine des lieux de production vers les lieux de consommation.

L'offre émane d'organisations criminelles que l'on a longtemps pensé être constituées en monopoles (cartels, mafia..) excluant de leur « territoire » d'éventuels concurrents. Cependant, l'augmentation constante de l'offre de la plupart des drogues laisse aujourd'hui penser que les gros trafiquants ont du mal à imposer leur monopole, qu'ils connaissent non seulement une vive concurrence entre eux mais aussi la concurrence de petits trafiquants et qu'ils sont plutôt organisés en oligopoles en concurrence les uns avec les autres.

2- La consommation et la demande de drogue

La consommation de drogues étant illicite, son évaluation sera encore plus difficile que celle de la production, qu'elle soit réalisée à partir d'enquêtes ou de sondages dans des populations cibles ou à partir de statistiques concernant les interpellations policières, les saisies douanières ou les prises en charge sanitaires ou sociales des toxicomanes. Les chiffres peuvent varier du simple au décuple selon la technique d'évaluation utilisée et selon que l'on comptabilise ou non les consommateurs occasionnels, plus difficiles à repérer que les consommateurs réguliers.

Après avoir régulièrement augmenté au cours des années 1970, la consommation de drogues aux Etats Unis semble regresser depuis 1985. En 1994, 15 millions de personnes environ reconnaissent consommer régulièrement ou fréquemment une drogue, contre 23 millions en 1985. Les drogues consommées régulièrement étaient par ordre décroissant, la marijuana (10,1 millions), la cocaïne (2 millions) le crack (1,8 millions) et l'héroïne (0,9 millions). Il conviendrait bien entendu d'ajouter à ces chiffres les consommations occasionnelles plus difficiles à repérer.

L'analyse de la consommation de drogue par classes d'âge confirme que cette tendance à la baisse concerne surtout les jeunes (12-25 ans), alors que la consommation des plus de 26 ans augmente légèrement, ce qui tendrait à montrer l'importance du phénomène de l'addiction pour ceux qui ont été initiés à la drogue dans leur jeunesse au début des années 1980.

La consommation de drogue est plus difficile à appréhender en Europe du fait de l'insuffisance des statistiques disponibles et de l'existence de politiques publiques différentes (repression ou dépénalisation). En confrontant les différentes approches du phénomène (accès aux soins, interpellations policières et enquêtes diverses, il semblerait

qu'il y avait en France en 1995 entre 2 et 4 millions de consommateurs réguliers de cannabis (représentant plus de 70% de la consommation de drogue) et entre 300 000 et 550 000 consommateurs réguliers d'héroïne, de morphine ou d'opium (environ 27% de la consommation totale), auxquels il faudrait ajouter les consommateurs réguliers de cocaïne et de drogues de synthèse moins nombreux plus difficiles à repérer.

De façon générale en Europe, il semble que les Danois, les Espagnols et les Néerlandais consomment plus de cannabis que les Français, les Allemands, les Britanniques ou les Italiens. Par contre les Français et les Italiens consommeraient plus de drogues dures que les Danois ou les Néerlandais. Par ailleurs l'ouverture des pays d'Europe centrale et orientale à la suite de l'effondrement du système communiste, s'est accompagnée d'une toxicomanie croissante (1,5 millions de toxicomanes dans l'ancienne URSS par exemple).

La consommation a considérablement augmenté dans le Tiers Monde, aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique ou en Asie (Inde et Chine notamment)

En définitive, selon le Groupe d'Action Financière créé par le G7 pour lutter contre le blanchiment des narco-dollars, il y aurait quelques 65 millions de consommateurs occasionnels ou réguliers de drogues illicites dans le monde. Le Rapport mondial sur la drogue de l'ONU fait état en 1997 d'environ 450 millions de consommateurs (8 millions pour les opiacés, 14 millions pour la cocaïne, 142 millions pour le cannabis et 263 millions pour les autres types de drogue de synthèse ou médicamenteuses). Sous la plume de M. WOLF, le Financial Times parlait aussi de quelques 400 millions de consommateurs pour la même année.

Chaque consommateur exprime au niveau micro-économique une demande dont l'économiste peut se demander si elle est élastique ou non par rapport au prix (en d'autres termes si la demande décroît lorsque le prix augmente et inversement).

Pour B. MOREL et F. RYCHEN (« Le marché des drogues », 1994), le consommateur de drogue, prisonnier de sa dépendance et de son accoutumance, n'a pas de comportement rationnel à l'égard des prix; non seulement sa demande est inélastique par rapport au prix (elle ne diminue pas lorsque le prix augmente) mais son besoin de drogue (et donc sa demande) peut augmenter même si le prix augmente, dans la mesure où les effets de la drogue diminuent avec l'accoutumance et où il doit augmenter les quantités consommées pour compenser des effets qui diminuent. Le phénomène d'addiction (dépendance et accoutumance) apparaît donc dans cette thèse comme le facteur essentiel de l'inélasticité de la demande de drogue par rapport au prix.

D'autres économistes comme P. KOPP, estiment que la demande de drogue est certes fonction du degré de dépendance du consommateur, mais qu'elle est aussi influencée par les prix et ne serait donc pas totalement inélastique; dans ce cas, une augmentation du prix (que l'on peut expliquer par l'augmentation des risques encourus par les vendeurs, le durcissement de la répression ou la multiplication des intermédiaires plus que par la raréfaction de l'offre) pourrait entraîner une réduction de la demande des consommateurs.

Dans cette hypothèse, la réponse de la demande à une hausse du prix serait différente selon les consommateurs et varierait en fonction de divers paramètres :

- le type de drogue (la réduction de la demande serait probablement plus forte pour le cannabis que pour les drogues dures),
- la possibilité de substituer une drogue dont le prix n'augmente pas à une autre dont le prix augmente (si les effets attendus de chacune de ces drogues sont identiques),
- le caractère occasionnel ou régulier de la consommation (les consommateurs occasionnels pourront réduire leur demande si le prix augmente plus facilement que les consommateurs réguliers)
- l'importance des quantités consommées (dans la mesure où l'accoutumance est d'autant plus forte que les quantités consommées sont importantes)
- le degré de dépendance du consommateur (plus grande est la dépendance, c'est-à-dire le désir de consommer, plus faible est la diminution de la demande)
- le niveau de revenu ou de richesse du consommateur (contrainte budgétaire) et la possibilité pour lui de trouver ou non les moyens financiers de faire face à une augmentation du prix (au besoin par une augmentation de son niveau de délinquance),
- la capacité de l'utilisateur à autolimiter sa consommation de drogue, notamment si cette autolimitation est accompagnée d'une aide sanitaire au sevrage (il est probable que dans ce cas les usagers les plus jeunes ou ceux qui ne s'adonnent à la drogue que depuis peu de temps parviendront plus facilement à réduire leur consommation que les usagers plus anciens ou ceux qui n'accordent pas de valeur à leur avenir et privilégient leur satisfaction immédiate).
- le niveau de prix préexistant (on peut en effet penser que si le niveau des prix est faible, la demande du consommateur occasionnel sera élastique, alors que si le niveau des prix est élevé, la demande du consommateur dépendant sera plus inélastique).

L'agrégation des demandes individuelles permet de déterminer la demande globale s'exprimant au niveau macro-économique. Cette dernière apparaît aujourd'hui particulièrement soutenue et en constante augmentation. Ses variations vont évidemment dépendre des variations des demandes individuelles (régulières et occasionnelles) analysées précédemment, mais elles vont aussi être fonction des flux « d'entrée » dans l'usage de la drogue (apparition de nouveaux initiés) et des flux de « sortie » de cet usage (sevrages ou décès des toxicomanes).

3- Le marché, les prix et le revenu de la drogue

La drogue fait l'objet d'un vaste réseau d'échanges internationaux constitué de multiples filières clandestines qui apparaissent et disparaissent pour échapper à la répression. Elle constitue de cette façon un marché mondial où se rencontrent l'offre et la demande globales, déterminant ainsi le prix des différents types de drogue. Mais le caractère illégal du marché et l'opacité des transactions rendent difficile l'analyse de la formation du prix.

La mise à disposition de la drogue sur le marché intervient à la suite de trois étapes, la fabrication (récolte et transformation), le trafic (exportation et importation) et la distribution (gros, demi-gros et détail). Le prix offert sur le marché va dépendre, d'une part des coûts liés à chacune de ces étapes et, d'autre part, des marges prélevées par chacun des acteurs.

Le coût de production est fonction du coût de la matière première (coca, pavot, cannabis ou produits chimiques destinés à la fabrication des drogues de synthèse), un coût qui varie lui-même selon le lieu de production, et du coût de la transformation des matières premières en produits consommables, un coût qui dépend lui-même de la complexité du processus de transformation.

Le coût du trafic varie en fonction de la distance entre le point de départ et le point d'arrivée de la drogue, de la complexité des circuits empruntés pour échapper à la répression, de l'importance des pots-de-vin distribués, des moyens de transport utilisés, et du risque pris par les transporteurs puisqu'il s'agit d'un commerce de contrebande.

Enfin, le coût de distribution sur les lieux de consommation seront fonction du coût du stockage, de la constitution des réseaux de distribution et des risques encourus par les différents acteurs, dont le nombre augmente à mesure que l'on se rapproche des consommateurs.

Les marges prises à chacune des étapes par les différents acteurs vont s'ajouter aux coûts précédents pour constituer le prix offert sur le marché. Relativement faibles en ce qui concerne la production, les marges en question s'accroissent considérablement au fil des étapes ultérieures, au fur et à mesure que l'on se rapproche du consommateur et que grandit donc le risque encouru.

En ce qui concerne la cocaïne latino-américaine à destination des Etats Unis par exemple, le prix payé aux planteurs en 1997 représentait moins de 1% du prix final, la transformation un peu plus de 1%, l'exportation et l'importation 11% environ, le commerce de gros 17%, le commerce de demi-gros 35% et le commerce de détail 35%. Le prix passait ainsi de 850 Dollars le kilo de pâte-base à 110000 Dollars le kilo de cocaïne en poudre pure à 80%. de ce fait, une augmentation du prix de la feuille de coca n'aura que peu d'incidences sur le prix final, d'autant que les transformateurs-exportateurs sont probablement, comme il a été dit précédemment, en situation de concurrence.

Le prix de l'héroïne était quant à lui largement fonction de son origine (selon que la drogue provenait de l'Asie du Sud-Est ou de l'Asie du Sud-Ouest) et son degré de pureté: Le kilo d'opium était payé 90 Dollars au paysan pakistanais en 1997; exportée du Pakistan au prix de gros de 2900 dollars, le kilo d'héroïne pure à 40% était revendu au détail aux Etats Unis au prix de 290000 Dollars.

Quant au prix des drogues de synthèse, il varie selon le type de produit et se rapproche du prix de la cocaïne.

Au début des années 1990, le GAFI estimait les revenus des narco-traficants aux Etats Unis et en Europe, à environ 122 milliards de dollars par an dont 75 milliards pour le cannabis, 35 milliards pour la cocaïne et 12 milliards pour l'héroïne. D'autres estimations à l'échelle mondiale font état pour 1996 d'un chiffre supérieur à 400 milliards de dollars, ce qui représente presque un dixième du total des exportations mondiales, soit un chiffre d'affaires plus important que celui de l'industrie du pétrole.

Le marché le plus important est celui de l'Amérique du Nord qui représente quelques 140 Milliards de dollars à lui seul (20 milliards pour l'héroïne, 60 milliards pour la cocaïne, 50 milliards pour le cannabis et une dizaine de milliards pour les autres types de drogue)

Si l'on estime à 20-25% les coûts de production, de transport et de distribution, cela signifie que le profit réalisé par les narco-trafiquants serait aujourd'hui de l'ordre de 300 milliards de dollars par an.

Une partie de cette manne est utilisée directement par les narco-trafiquants pour leurs besoins personnels ou réinvestie dans le trafic de drogue pour le diversifier ou le moderniser. Elle profite de fait aux pays sous-développés exportateurs, à travers les créations d'emploi qu'elle génère dans le secteur informel (économie souterraine qui échappe au contrôle de l'Etat), ou les dépenses de luxe des narco-trafiquants.

Le reste est « recyclé » de façon à pouvoir être utilisé de façon profitable et sans risque. Le recyclage de l'argent de la drogue constitue en effet le problème essentiel des narco-trafiquants qui doivent transformer en monnaie scripturale les sommes qui leur sont réglées en espèces. Les procédures de blanchiment, puisque c'est de cela dont il s'agit, sont multiples et complexes et se réalisent selon le GAFI en trois étapes : La conversion des espèces, la dissimulation des sources et l'injection dans les circuits légaux.

La conversion des espèces consiste à changer les billets de banque douteux en devises étrangères, en chèques de voyage, en bons de caisse bancaires, en jetons de casino, en objets précieux, en oeuvres d'art ou même à racheter avec prime un billet gagnant de loterie. Elle peut aussi passer par des commerces gérés par des hommes de paille qui réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires en liquide (bars, discothèques, casinos, restaurants etc...).

Le blanchiment consiste ensuite à faire déposer l'argent liquide par des intermédiaires complaisants (avocats d'affaires, courtiers et autres passeurs) dans les banques qui offrent la possibilité d'ouvrir des comptes numérotés anonymes couverts par le secret bancaire. On trouve généralement ces établissements dans ce qu'il est convenu d'appeler les paradis fiscaux (à titre d'exemple, les Iles Caïman disposent de 570 banques représentant 420 milliards de dollars de dépôts, pour 27000 habitants!), dont la plus grande partie se situe sur la planète aux carrefours de circulation entre les continents, au contact des grandes puissances économiques (« ceinture dorée »).

Une fois l'argent liquide douteux transformé en comptes bancaires, le blanchiment va consister, grâce à la déréglementation libérale des mouvements de capitaux internationaux, aux progrès en matière de communications électroniques et à l'apparition de nouveaux

produits financiers, à multiplier les opérations financières pour mieux dissimuler l'origine des fonds. L'objectif est de parvenir, au terme de plusieurs passages de frontière et du recours à plusieurs intermédiaires financiers (technique de « l'empilage »), à transférer les fonds dans une banque « au dessus de tout soupçon ». Il sera alors possible, soit de rapatrier les fonds vers le pays d'origine et les réinjecter dans l'économie, soit de les utiliser comme garantie de remboursement pour faire des demandes de prêts bancaires « propres ».

Une fois blanchi, l'argent de la drogue est en effet réinvesti dans les affaires légales, sous forme de placements immobiliers, d'investissements industriels et commerciaux ou d'achat de valeurs mobilières, participant ainsi au développement économique.

4- Les politiques publiques et le trafic de drogue

L'approche économique de cette question consiste à déterminer une politique publique qui maximise le bien-être collectif en minimisant le coût social suscité par le trafic et la consommation de drogue.

L'une des questions qui se pose aux Pouvoirs publics dans cette perspective est celle de la légalisation des drogues et en particulier des drogues dites douces qui apparaissent en fait moins nocives en termes de santé publique que les drogues légales que sont l'alcool et le tabac.

Au delà des problèmes d'ordre idéologique ou éthique soulevés par la légalisation, les problèmes économiques qui se posent tournent autour de trois groupes de questions:

- Le coût social (supporté par la collectivité) d'une interdiction qui génère le développement d'activités criminelles diverses, est-il supérieur à celui de la légalisation?

- Si la légalisation est décidée, doit-elle concerner toutes les drogues ou seulement les drogues douces? la légalisation ne va-t-elle pas entraîner une augmentation de la consommation? La vente doit-elle être limitée aux seuls toxicomanes (sur ordonnance médicale par exemple)? à quel prix l'Etat devrait-il acheter les matières premières et à quel prix devrait-il ensuite revendre la drogue?

- Si l'interdiction est maintenue, quelle est la meilleure politique pour lutter contre la production, le trafic et la consommation de drogue et pour lutter contre le blanchiment de « l'argent sale »? Faut-il par exemple maintenir l'interdiction pour la production et le trafic seulement et décriminaliser la consommation?

Répondre à la première question consisterait dans un premier temps à isoler au sein de l'ensemble des dépenses publiques celles qui sont directement liées à la drogue. Les difficultés sont pourtant nombreuses : Le coût de la répression des actes délictueux commis par les toxicomanes, autres que le trafic ou la consommation de drogue, doit-il être retenu? Comment évaluer l'ensemble des actions de prévention qui n'apparaissent pas ciblées en temps que telles mais relèvent par exemple de l'éducation? En France, le Ministère de

l'emploi et de la Solidarité estimait le coût de la lutte contre la drogue à environ 5 Milliards de francs en 1997, chiffre auquel il faudrait ajouter les dépenses des collectivités territoriales dans ce domaine.

Il conviendrait ensuite d'ajouter aux résultats précédents la mesure des aspects non budgétaires du coût social de la drogue : Le coût de la criminalité, de la violence et de la prostitution liées à la drogue, les dépenses de sécurité et de santé suscitées par la drogue et, de façon générale, tous les coûts liés à la drogue supportés par la collectivité.

Il resterait enfin à comparer l'ensemble des coûts précédents avec les incidences financières d'une éventuelle légalisation, dont la mesure quant à elle se révèle quasiment impossible. L'économiste ne peut donc pas apporter de réponse claire à la première question. Cela signifie que le choix entre interdiction et légalisation ne peut être que politique, dans le bon sens du terme.

Répondre au deuxième groupe de questions apparaît tout aussi difficile. Au plan économique, rien ne permet de prouver qu'une fois la drogue déclarée légale et soumise au libre jeu de l'offre et de la demande, la contrebande et la criminalité diminueront de façon importante et que la situation sanitaire des usagers de drogue s'améliorera (les produits proposés étant meilleurs).

Considérons par exemple le risque d'augmentation de la consommation à la suite de la légalisation. Certains, se référant à la consommation d'alcool lors de la prohibition du début du siècle aux Etats Unis, pensent que la légalisation ne susciterait d'accroissement important de consommation. D'autres estiment que si la consommation augmente, l'augmentation résultera de l'accroissement des quantités consommées par les toxicomanes avérés et non de l'augmentation du nombre de consommateurs, dans la mesure où l'interdiction n'empêche pas l'initiation des consommateurs débutants. D'autres encore considèrent l'augmentation de la consommation dépendra de la politique du prix de la drogue mise en place par les Pouvoirs publics dans le cadre de la légalisation (un prix élevé pour les débutants et faible pour les toxicomanes par exemple pourrait permettre de limiter le nombre de consommateurs)

La politique des prix semble donc importante, aussi bien quant au prix payé aux producteurs que quant aux prix offerts à la consommation. dans le premier cas en effet, si le prix payé aux producteurs de pavot (ou d'opium), de feuilles de coca (ou de pâte-base) ou de cannabis est inférieur au prix payé par les narco-trafiquants, les producteurs préféreront vendre leur matière première à ces derniers (en 1995 les producteurs indiens d'opium ont refusé de vendre leur produit à l'Etat pour les besoins de l'industrie pharmaceutique, car le prix offert était de 8 dollars le kilo alors que les narco-trafiquants leur offraient 255 Dollars). Si le prix payé aux producteurs est plus élevé, l'Etat encouragera le développement de cultures qu'il souhaite pourtant réduire.

La fixation du prix public de la drogue à la consommation constitue aussi un dilemme. Si il est élevé, pour dissuader les consommateurs, ces derniers s'approvisionneront sur le marché illicite, ainsi que le montre la contrebande actuelle de tabac dans les pays où le prix

des cigarettes est élevé. Si le prix public est aligné sur le prix du marché clandestin, les narco-trafiquants pourront casser leurs propres prix pour conserver leur clientèle, compte tenu de l'importance de la marge de profit dont ils bénéficient. Si le prix public est faible, l'Etat risque de provoquer l'apparition de nouveaux consommateurs, ce qui irait à l'encontre de sa mission de préservation de la santé publique.

Reste le troisième groupe de questions qui correspond à la situation actuelle dans laquelle les politiques de lutte contre la drogue combinent plusieurs mesures: La prévention de la consommation, l'action sur les pays producteurs, la répression du trafic et de la consommation et la lutte contre le blanchiment.

La prévention de la consommation est constituée de programmes éducatifs destinés à sensibiliser les non-consommateurs (et en particulier les jeunes), à inciter les consommateurs au sevrage (mise à disposition de produits de substitution) et à limiter les risques liés à la consommation (mise à disposition de seringues par exemple)

Les programmes d'éradication (destruction des cultures) et de substitution (incitations financières à l'abandon des cultures ou rachat des plants par les Pouvoirs publics) visent à diminuer la production des matières premières destinées à la fabrication de la drogue dans les pays producteurs. Cependant l'efficacité de ces politiques se révèle limitée; les cultures de coca ou de pavot détruites en Amérique latine par les Etats Unis au début des années 1980 ont été remplacées relativement rapidement; par ailleurs, il suffit aux narco-trafiquants d'augmenter le prix payé aux paysans (ce qui n'a guère d'incidence sur leur profit) pour rendre inefficaces les programmes de substitution.

La répression du trafic de drogue par la destruction des laboratoires de transformation, la saisie et la destruction de la drogue dans les pays producteurs, la surveillance et le démantèlement des réseaux de transport, la saisie et la destruction de la drogue à l'entrée des pays consommateurs et chez les revendeurs grossistes, ainsi que par le démantèlement des réseaux de distribution. La plupart des observateurs estiment cependant que ces politiques ne réduisent pas plus de 15 à 20% la quantité de drogue disponible, ce qui n'a qu'un effet limité sur le prix final de la drogue. Il faudrait au moins doubler les saisies pour que le prix final de la drogue augmente significativement et réduise de ce fait la consommation.

La lutte contre le trafic de drogue passe aussi par la lutte contre le blanchiment. Mais les saisies opérées à ce jour ne concernent qu'une faible partie des narco-dollars, compte tenu de la difficulté de faire lever le secret bancaire dans les paradis fiscaux et de l'absence de règles internationales relatives à la circulation mondiale des capitaux.

Malgré les efforts entrepris, tant à l'échelle internationale (Conventions de Vienne, organes spécialisés de l'ONU, Groupe d'Action financière sur le blanchiment des Capitaux, Comité Européen de lutte anti-drogue) qu' à l'échelle des Nations, beaucoup d'observateurs restent sceptiques sur l'efficacité des politiques anti-drogue, surtout dans les pays du Tiers Monde qui sont économiquement dépendants de la drogue. Certains d'entre eux insistent

même sur les effets pervers et les dangers d'une politique essentiellement répressive, soulignant que plus la répression est efficace, plus la criminalité et l'insécurité augmentent.

Références bibliographiques

- JC. GRIMAL: L'économie mondiale de la drogue, Le Monde Ed. 1993
NH. HARDINGHAUS: La narco-économie, Problèmes économiques Janvier 1996
P. KOPP: L'économie de la drogue, La Découverte 1997
P. KOPP et C. PALLE : Le coût de la politique publique de la drogue, Problèmes économiques Janvier 1998
A. LABROUSSE: Le marché mondial des drogues, Futuribles Juillet 1997
B. MOREL et F. RYCHEN: Le marché des drogues, Ed. de l'Aube 1994
W. POMMEREHNE, A. HALL: Droque, le point de vue de l'économiste, Futuribles Mars 1993
M. SCHIRAY: Les filières stupéfiants, Futuribles Mars 1994
M. WOLF: Analyse économique de la drogue, Problèmes économiques, Janvier 1998

1. Maria Cristina Marcuzzo [1985] "Yoan Violet Robinson (1903-1983)", pp. 134
2. Sergio Lugaresi [1986] "Le imposte nelle teorie del sovrappiù", pp. 26
3. Massimo D'Angelillo e Leonardo Paggi [1986] "PCI e socialdemocrazie europee. Quale riformismo?", pp. 158
4. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1986] "Un suggerimento hobsoniano su terziario ed occupazione: il caso degli Stati Uniti 1960/1983", pp. 52
5. Paolo Bosi e Paolo Silvestri [1986] "La distribuzione per aree disciplinari dei fondi destinati ai Dipartimenti, Istituti e Centri dell'Università di Modena: una proposta di riforma", pp. 25
6. Marco Lippi [1986] "Aggregations and Dynamic in One-Equation Econometric Models", pp. 64
7. Paolo Silvestri [1986] "Le tasse scolastiche e universitarie nella Legge Finanziaria 1986", pp. 41
8. Mario Forni [1986] "Storie familiari e storie di proprietà. Itinerari sociali nell'agricoltura italiana del dopoguerra", pp. 165
9. Sergio Paba [1986] "Gruppi strategici e concentrazione nell'industria europea degli elettrodomestici bianchi", pp. 56
10. Nerio Naldi [1986] "L'efficienza marginale del capitale nel breve periodo", pp. 54
11. Fernando Vianello [1986] "Labour Theory of Value", pp. 31
12. Piero Ganugi [1986] "Risparmio forzato e politica monetaria negli economisti italiani tra le due guerre", pp. 40
13. Maria Cristina Marcuzzo e Annalisa Rosselli [1986] "The Theory of the Gold Standard and Ricardo's Standard Comodity", pp. 30
14. Giovanni Solinas [1986] "Mercati del lavoro locali e carriere di lavoro giovanili", pp. 66
15. Giovanni Bonifati [1986] "Saggio dell'interesse e domanda effettiva. Osservazioni sul cap. 17 della General Theory", pp. 42
16. Marina Murat [1986] "Betwin old and new classical macroeconomics: notes on Lejonhufvud's notion of full information equilibrium", pp. 20
17. Sebastiano Brusco e Giovanni Solinas [1986] "Mobilità occupazionale e disoccupazione in Emilia Romagna", pp. 48
18. Mario Forni [1986] "Aggregazione ed esogeneità", pp. 13
19. Sergio Lugaresi [1987] "Redistribuzione del reddito, consumi e occupazione", pp. 17
20. Fiorenzo Sperotto [1987] "L'immagine neopopolista di mercato debole nel primo dibattito sovietico sulla pianificazione", pp. 34
21. M. Cecilia Guerra [1987] "Benefici tributari nel regime misto per i dividendi proposto dalla commissione Sarcinelli: una nota critica", pp. 9
22. Leonardo Paggi [1987] "Contemporary Europe and Modern America: Theories of Modernity in Comparative Perspective", pp. 38
23. Fernando Vianello [1987] "A Critique of Professor Goodwin's 'Critique of Sraffa'", pp. 12
24. Fernando Vianello [1987] "Effective Demand and the Rate of Profits. Some Thoughts on Marx, Kalecki and Sraffa", pp. 41
25. Anna Maria Sala [1987] "Banche e territorio. Approccio ad un tema geografico-economico", pp. 40
26. Enzo Mingione e Giovanni Mottura [1987] "Fattori di trasformazione e nuovi profili sociali nell'agricoltura italiana: qualche elemento di discussione", pp. 36
27. Giovanna Procacci [1988] "The State and Social Control in Italy During the First World War", pp. 18
28. Massimo Matteuzzi e Annamaria Simonazzi [1988] "Il debito pubblico", pp. 62
29. Maria Cristina Marcuzzo (a cura di) [1988] "Richard F. Kahn. A discipline of Keynes", pp. 118
30. Paolo Bosi [1988] "MICROMOD. Un modello dell'economia italiana per la didattica della politica fiscale", pp. 34
31. Paolo Bosi [1988] "Indicatori della politica fiscale. Una rassegna e un confronto con l'aiuto di MICROMOD", pp. 25
32. Giovanna Procacci [1988] "Protesta popolare e agitazioni operaie in Italia 1915-1918", pp. 45
33. Margherita Russo [1988] "Distretto Industriale e servizi. Uno studio dei trasporti nella produzione e nella vendita delle piastrelle", pp. 157
34. Margherita Russo [1988] "The effect of technical change on skill requirements: an empirical analysis", pp. 28
35. Carlo Grillenzoni [1988] "Identification, estimations of multivariate transfer functions", pp. 33
36. Nerio Naldi [1988] "'Keynes' concept of capital", pp. 40
37. Andrea Ginzburg [1988] "locomotiva Italia", pp. 30
38. Giovanni Mottura [1988] "La 'persistenza' secolare. Appunti su agricoltura contadina ed agricoltura familiare nelle società industriali", pp. 40
39. Giovanni Mottura [1988] "L'anticamera dell'esodo. I contadini italiani della 'restaurazione contrattuale' fascista alla riforma fondiaria", pp. 40
40. Leonardo Paggi [1988] "Americanismo e riformismo. La socialdemocrazia europea nell'economia mondiale aperta", pp. 120
41. Annamaria Simonazzi [1988] "Fenomeni di isteresi nella spiegazione degli alti tassi di interesse reale", pp. 44
42. Antonietta Bassetti [1989] "Analisi dell'andamento e della casualità della borsa valori", pp. 12
43. Giovanna Procacci [1989] "State coercion and worker solidarity in Italy (1915-1918): the moral and political content of social unrest", pp. 41
44. Carlo Alberto Magni [1989] "Reputazione e credibilità di una minaccia in un gioco bargaining", pp. 56
45. Giovanni Mottura [1989] "Agricoltura familiare e sistema agroalimentare in Italia", pp. 84
46. Mario Forni [1989] "Trend, Cycle and 'Fortuitous cancellation': a Note on a Paper by Nelson and Plosser", pp. 4
47. Paolo Bosi, Roberto Golinelli, Anna Stagni [1989] "Le origini del debito pubblico e il costo della stabilizzazione", pp. 26
48. Roberto Golinelli [1989] "Note sulla struttura e sull'impiego dei modelli macroeconomici", pp. 21
49. Marco Lippi [1989] "A Short Note on Cointegration and Aggregation", pp. 11
50. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1989] "The Linkage between Tertiary and Industrial Sector in the Italian Economy: 1951-1988. From an External Dependence to an International One", pp. 40
51. Gabriele Pastrello [1989] "Francois quesnay: dal Tableau Zig-zag al Tableau Formule: una ricostruzione", pp. 48
52. Paolo Silvestri [1989] "Il bilancio dello stato", pp. 34
53. Tim Mason [1990] "Tre seminari di storia sociale contemporanea", pp. 26
54. Michele Lalla [1990] "The Aggregate Escape Rate Analysed through the Queueing Model", pp. 23
55. Paolo Silvestri [1990] "Sull'autonomia finanziaria dell'università", pp. 11
56. Paola Bertolini, Enrico Giovannetti [1990] "Uno studio di 'filiera' nell'agroindustria. Il caso del Parmigiano Reggiano", pp. 164

57. Paolo Bosi, Roberto Golinelli, Anna Stagni [1990] "Effetti macroeconomici, settoriali e distributivi dell'armonizzazione dell'IVA", pp. 24
58. Michele Lalla [1990] "Modelling Employment Spells from Emilia Labour Force Data", pp. 18
59. Andrea Ginzburg [1990] "Politica Nazionale e commercio internazionale", pp. 22
60. Andrea Giommi [1990] "La probabilità individuale di risposta nel trattamento dei dati mancanti", pp. 13
61. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1990] "The service sector in planned economies. Past experiences and future prospectives", pp. 32
62. Giovanni Solinas [1990] "Competenze, grandi industrie e distretti industriali. Il caso Magneti Marelli", pp. 23
63. Andrea Ginzburg [1990] "Debito pubblico, teorie monetarie e tradizione civica nell'Inghilterra del Settecento", pp. 30
64. Mario Forni [1990] "Incertezza, informazione e mercati assicurativi: una rassegna", pp. 37
65. Mario Forni [1990] "Misspecification in Dynamic Models", pp. 19
66. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1990] "Service Sector Growth in CPE's: An Unsolved Dilemma", pp. 28
67. Paola Bertolini [1990] "La situazione agro-alimentare nei paesi ad economia avanzata", pp. 20
68. Paola Bertolini [1990] "Sistema agro-alimentare in Emilia Romagna ed occupazione", pp. 65
69. Enrico Giovannetti [1990] "Efficienza ed innovazione: il modello "fondi e flussi" applicato ad una filiera agro-industriale", pp. 38
70. Margherita Russo [1990] "Cambiamento tecnico e distretto industriale: una verifica empirica", pp. 115
71. Margherita Russo [1990] "Distretti industriali in teoria e in pratica: una raccolta di saggi", pp. 119
72. Paolo Silvestri [1990] "La Legge Finanziaria. Voce dell'enciclopedia Europea Garzanti", pp. 8
73. Rita Paltrinieri [1990] "La popolazione italiana: problemi di oggi e di domani", pp. 57
74. Enrico Giovannetti [1990] "Illusioni ottiche negli andamenti delle Grandezze distributive: la scala mobile e l'appiattimento delle retribuzioni in una ricerca", pp. 120
75. Enrico Giovannetti [1990] "Crisi e mercato del lavoro in un distretto industriale: il bacino delle ceramiche. Sez. I", pp. 150
76. Enrico Giovannetti [1990] "Crisi e mercato del lavoro in un distretto industriale: il bacino delle ceramiche. Sez. II", pp. 145
78. Antonietta Bassetti e Costanza Torricelli [1990] "Una riqualificazione dell'approccio bargaining alla selezione di portafoglio", pp. 4
77. Antonietta Bassetti e Costanza Torricelli [1990] "Il portafoglio ottimo come soluzione di un gioco bargaining", pp. 15
79. Mario Forni [1990] "Una nota sull'errore di aggregazione", pp. 6
80. Francesca Bergamini [1991] "Alcune considerazioni sulle soluzioni di un gioco bargaining", pp. 21
81. Michele Grillo e Michele Poio [1991] "Political Exchange and the allocation of surplus: a Model of Two-party competition", pp. 34
82. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1991] "The 1990 Polish Recession: a Case of Truncated Multiplier Process", pp. 26
83. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1991] "Polish firms: Pricate Vices Pubblis Virtues", pp. 20
84. Sebastiano Brusco e Sergio Paba [1991] "Conessioni, competenze e capacità concorrenziale nell'industria della Sardegna", pp. 25
85. Claudio Grimaldi, Rony Hamoui, Nicola Rossi [1991] "Non Marketable assets and households' Portfolio Choice: a Case of Study of Italy", pp. 38
86. Giulio Righi, Massimo Baldini, Alessandra Brambilla [1991] "Le misure degli effetti redistributivi delle imposte indirette: confronto tra modelli alternativi", pp. 47
87. Roberto Fanfani, Luca Lanini [1991] "Innovazione e servizi nello sviluppo della meccanizzazione agricola in Italia", pp. 35
88. Antonella Caiumi e Roberto Golinelli [1992] "Stima e applicazioni di un sistema di domanda Almost Ideal per l'economia italiana", pp. 34
89. Maria Cristina Marcuzzo [1992] "La relazione salari-occupazione tra rigidità reali e rigidità nominali", pp. 30
90. Mario Biagioli [1992] "Employee financial participation in enterprise results in Italy", pp. 50
91. Mario Biagioli [1992] "Wage structure, relative prices and international competitiveness", pp. 50
92. Paolo Silvestri e Giovanni Solinas [1993] "Abbandoni, esiti e carriera scolastica. Uno studio sugli studenti iscritti alla Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Modena nell'anno accademico 1990/1991", pp. 30
93. Gian Paolo Caselli e Luca Martinelli [1993] "Italian GPN growth 1890-1992: a unit root or segmented trend representatin?", pp. 30
94. Angela Politi [1993] "La rivoluzione fraintesa. I partigiani emiliani tra liberazione e guerra fredda, 1945-1955", pp. 55
95. Alberto Rinaldi [1993] "Lo sviluppo dell'industria metalmeccanica in provincia di Modena: 1945-1990", pp. 70
96. Paolo Emilio Mistrulli [1993] "Debito pubblico, intermediari finanziari e tassi d'interesse: il caso italiano", pp. 30
97. Barbara Pistoresi [1993] "Modelling disaggregate and aggregate labour demand equations. Cointegration analysis of a labour demand function for the Main Sectors of the Italian Economy: 1950-1990", pp. 45
98. Giovanni Bonifati [1993] "Progresso tecnico e accumulazione di conoscenza nella teoria neoclassica della crescita endogena. Una analisi critica del modello di Romer", pp. 50
99. Marcello D'Amato e Barbara Pistoresi [1994] "The relationship(s) among Wages, Prices, Unemployment and Productivity in Italy", pp. 30
100. Mario Forni [1994] "Consumption Volatility and Income Persistence in the Permanent Income Model", pp. 30
101. Barbara Pistoresi [1994] "Using a VECM to characterise the relative importance of permanent and transitory components", pp. 28
102. Gian Paolo Caselli and Gabriele Pastrello [1994] "Polish recovery form the slump to an old dilemma", pp. 20
103. Sergio Paba [1994] "Imprese visibili, accesso al mercato e organizzazione della produzione", pp. 20
104. Giovanni Bonifati [1994] "Progresso tecnico, investimenti e capacità produttiva", pp. 30
105. Giuseppe Marotta [1994] "Credit view and trade credit: evidence from Italy", pp. 20
106. Margherita Russo [1994] "Unit of investigation for local economic development policies", pp. 25
107. Luigi Brighi [1995] "Monotonicity and the demand theory of the weak axioms", pp. 20
108. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1995] "Modelling the impact of technological change across sectors and over time in manufacturing", pp. 25
109. Marcello D'Amato and Barbara Pistoresi [1995] "Modelling wage growth dynamics in Italy: 1960-1990", pp. 38
110. Massimo Baldini [1995] "INDIMOD. Un modello di microsimulazione per lo studio delle imposte indirette", pp. 37

111. Paolo Bosi [1995] "Regionalismo fiscale e autonomia tributaria: l'emersione di un modello di consenso", pp. 38
112. Massimo Baldini [1995] "Aggregation Factors and Aggregation Bias in Consumer Demand", pp. 33
113. Costanza Torricelli [1995] "The information in the term structure of interest rates. Can stochastic models help in resolving the puzzle?" pp. 25
114. Margherita Russo [1995] "Industrial complex, pôle de développement, distretto industriale. Alcune questioni sulle unità di indagine nell'analisi dello sviluppo." pp. 45
115. Angelika Moryson [1995] "50 Jahre Deutschland. 1945 - 1995" pp. 21
116. Paolo Bosi [1995] "Un punto di vista macroeconomico sulle caratteristiche di lungo periodo del nuovo sistema pensionistico italiano." pp. 32
117. Gian Paolo Caselli e Salvatore Curatolo [1995] "Esistono relazioni stimabili fra dimensione ed efficienza delle istituzioni e crescita produttiva? Un esercizio nello spirito di D.C. North." pp. 11
118. Mario Forni e Marco Lippi [1995] "Permanent income, heterogeneity and the error correction mechanism." pp. 21
119. Barbara Pistoresi [1995] "Co-movements and convergence in international output. A Dynamic Principal Components Analysis" pp. 14
120. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1995] "Dynamic common factors in large cross-section" pp. 17
121. Giuseppe Marotta [1995] "Il credito commerciale in Italia: una nota su alcuni aspetti strutturali e sulle implicazioni di politica monetaria" pp. 20
122. Giovanni Bonifati [1995] "Progresso tecnico, concorrenza e decisioni di investimento: una analisi delle determinanti di lungo periodo degli investimenti" pp. 25
123. Giovanni Bonifati [1995] "Cambiamento tecnico e crescita endogena: una valutazione critica delle ipotesi del modello di Romer" pp. 21
124. Barbara Pistoresi e Marcello D'Amato [1995] "La riservatezza del banchiere centrale è un bene o un male? Effetti dell'informazione incompleta sul benessere in un modello di politica monetaria." pp. 32
125. Barbara Pistoresi [1995] "Radici unitarie e persistenza: l'analisi univariata delle fluttuazioni economiche." pp. 33
126. Barbara Pistoresi e Marcello D'Amato [1995] "Co-movements in European real outputs" pp. 20
127. Antonio Ribba [1996] "Ciclo economico, modello lineare-stocastico, forma dello spettro delle variabili macroeconomiche" pp. 31
128. Carlo Alberto Magni [1996] "Repeatable and una tantum real options a dynamic programming approach" pp. 23
129. Carlo Alberto Magni [1996] "Opzioni reali d'investimento e interazione competitiva: programmazione dinamica stocastica in optimal stopping" pp. 26
130. Carlo Alberto Magni [1996] "Vaghezza e logica fuzzy nella valutazione di un'opzione reale" pp. 20
131. Giuseppe Marotta [1996] "Does trade credit redistribution thwart monetary policy? Evidence from Italy" pp. 20
132. Mauro Dell'Amico e Marco Trubian [1996] "Almost-optimal solution of large weighted equicut problems" pp. 30
133. Carlo Alberto Magni [1996] "Un esempio di investimento industriale con interazione competitiva e avversione al rischio" pp. 20
134. Margherita Russo, Peter Börkey, Emilio Cubel, François Lévêque, Francisco Mas [1996] "Local sustainability and competitiveness: the case of the ceramic tile industry" pp. 66
135. Margherita Russo [1996] "Camionetto tecnico e relazioni tra imprese" pp. 190
136. David Avra Lane, Irene Poli, Michele Lalla, Alberto Roverato [1996] "Lezioni di probabilità e inferenza statistica" pp. 288
137. David Avra Lane, Irene Poli, Michele Lalla, Alberto Roverato [1996] "Lezioni di probabilità e inferenza statistica - Esercizi svolti -" pp. 302
138. Barbara Pistoresi [1996] "Is an Aggregate Error Correction Model Representative of Disaggregate Behaviours? An example" pp. 24
139. Luisa Malaguti e Costanza Torricelli [1996] "Monetary policy and the term structure of interest rates", pp. 30
140. Mauro Dell'Amico, Martine Labbé, Francesco Maffioli [1996] "Exact solution of the SONET Ring Loading Problem", pp. 20
141. Mauro Dell'Amico, R.J.M. Vaessens [1996] "Flow and open shop scheduling on two machines with transportation times and machine-independent processing times in NP-hard, pp. 10
142. M. Dell'Amico, F. Maffioli, A. Sciomachen [1996] "A Lagrangean Heuristic for the Pirze Collecting Travelling Salesman Problem", pp. 14
143. Massimo Baldini [1996] "Inequality Decomposition by Income Source in Italy - 1987 - 1993", pp. 20
144. Graziella Bertocchi [1996] "Trade, Wages, and the Persistence of Underdevelopment" pp. 20
145. Graziella Bertocchi and Fabio Canova [1996] "Did Colonization matter for Growth? An Empirical Exploration into the Historical Causes of Africa's Underdevelopment" pp. 32
146. Paola Bertolini [1996] "La modernization de l'agriculture italienne et le cas de l'Emilie Romagne" pp. 20
147. Enrico Giovannetti [1996] "Organisation industrielle et développement local: le cas de l'agroindustrie in Emilie Romagne" pp. 18
148. Maria Elena Bontempi e Roberto Golinelli [1996] "Le determinanti del leverage delle imprese: una applicazione empirica ai settori industriali dell'economia italiana" pp. 31
149. Paola Bertolini [1996] "L'agriculture et la politique agricole italienne face aux recents scenarios", pp. 20
150. Enrico Giovannetti [1996] "Il grado di utilizzo della capacità produttiva come misura dei costi di transazione: una rilettura di 'Nature of the Firm' di R. Coase", pp. 75
151. Enrico Giovannetti [1996] "Il 1° ciclo del Diploma Universitario Economia e Amministrazione delle Imprese", pp. 25
152. Paola Bertolini, Enrico Giovannetti, Giulia Santacaterina [1996] "Il Settore del Verde Pubblico. Analisi della domanda e valutazione economica dei benefici", pp. 35
153. Giovanni Solinas [1996] "Sistemi produttivi del Centro-Nord e del Mezzogiorno. L'industria delle calzature", pp. 55
154. Tindara Addabbo [1996] "Married Women's Labour Supply in Italy in a Regional Perspective", pp. 85
155. Paolo Silvestri, Giuseppe Catalano, Cristina Bevilacqua [1996] "Le tasse universitarie e gli interventi per il diritto allo studio: la prima fase di applicazione di una nuova normativa" pp. 159
156. Sebastiano Brusco, Paolo Bertossi, Margherita Russo [1996] "L'industria dei rifiuti urbani in Italia", pp. 25
157. Paolo Silvestri, Giuseppe Catalano [1996] "Le risorse del sistema universitario italiano: finanziamento e governo" pp. 400
158. Carlo Alberto Magni [1996] "Un semplice modello di opzione di differimento e di vendita in ambito discreto", pp. 10
159. Tito Pietra, Paolo Siconolfi [1996] "Fully Revealing Equilibria in Sequential Economies with Asset Markets" pp. 17
160. Tito Pietra, Paolo Siconolfi [1996] "Extrinsic Uncertainty and the Informational Role of Prices" pp. 42
161. Paolo Bertella Farnetti [1996] "Il negro e il rosso. Un precedente non esplorato dell'integrazione afroamericana negli Stati Uniti" pp. 26
162. David Lane [1996] "Is what is good for each best for all? Learning from others in the information contagion model" pp. 18

163. Antonio Ribba [1996] "A note on the equivalence of long-run and short-run identifying restrictions in cointegrated systems" pp. 10
164. Antonio Ribba [1996] "Scomposizioni permanenti-transitorie in sistemi cointegrati con una applicazione a dati italiani" pp. 23
165. Mario Forni, Sergio Paba [1996] "Economic Growth, Social Cohesion and Crime" pp. 20
166. Mario Forni, Lucrezia Reichlin [1996] "Let's get real: a factor analytical approach to disaggregated business cycle dynamics" pp. 25
167. Marcello D'Amato e Barbara Pistoiesi [1996] "So many Italies: Statistical Evidence on Regional Cohesion" pp. 31
168. Elena Bonfiglioli, Paolo Bosi, Stefano Toso [1996] "L'equità del contributo straordinario per l'Europa" pp. 20
169. Graziella Bertocchi, Michael Spagat [1996] "Il ruolo dei licei e delle scuole tecnico-professionali tra progresso tecnologico, conflitto sociale e sviluppo economico" pp. 37
170. Gianna Boero, Costanza Torricelli [1997] "The Expectations Hypothesis of the Term Structure of Interest Rates: Evidence for Germany" pp. 15
171. Mario Forni, Lucrezia Reichlin [1997] "National Policies and Local Economies: Europe and the US" pp. 22
172. Carlo Alberto Magni [1997] "La trappola del Roe e la tridimensionalità del Van in un approccio sistemico", pp. 16
173. Mauro Dell'Amico [1997] "A Linear Time Algorithm for Scheduling Outforests with Communication Delays on Two or Three Processor" pp. 18
174. Paolo Bosi [1997] "Aumentare l'età pensionabile fa diminuire la spesa pensionistica? Ancora sulle caratteristiche di lungo periodo della riforma Dini" pp. 13
175. Paolo Bosi e Massimo Matteuzzi [1997] "Nuovi strumenti per l'assistenza sociale" pp. 31
176. Mauro Dell'Amico, Francesco Maffioli e Marco Trubian [1997] "New bounds for optimum traffic assignment in satellite communication" pp. 21
177. Carlo Alberto Magni [1997] "Paradossi, inverosimiglianze e contraddizioni del Van: operazioni certe" pp. 9
178. Barbara Pistoiesi e Marcello D'Amato [1997] "Persistence of relative unemployment rates across italian regions" pp. 25
179. Margherita Russo, Franco Cavedoni e Riccardo Pianesani [1997] "Le spese ambientali dei Comuni in provincia di Modena, 1993-1995" pp. 23
180. Gabriele Pastrello [1997] "Time and Equilibrium, Two Elusive Guests in the Keynes-Hawtrey-Robertson Debate in the Thirties" pp. 25
181. Luisa Malaguti e Costanza Torricelli [1997] "The Interaction Between Monetary Policy and the Expectation Hypothesis of the Term Structure of Interest rates in a N-Period Rational Expectation Model" pp. 27
182. Mauro Dell'Amico [1997] "On the Continuous Relaxation of Packing Problems - Technical Note" pp. 8
183. Stefano Bordini [1997] "Prova di Idoneità di Informatica Dispensa Esercizi Excel 5" pp. 49
184. Francesca Bergamini e Stefano Bordini [1997] "Una verifica empirica di un nuovo metodo di selezione ottima di portafoglio" pp. 22
185. Gian Paolo Caselli e Maurizio Battini [1997] "Following the tracks of atkinson and micklewright the changing distribution of income and earnings in poland from 1989 to 1995" pp. 21
186. Mauro Dell'Amico e Francesco Maffioli [1997] "Combining Linear and Non-Linear Objectives in Spanning Tree Problems" pp. 21
187. Gianni Ricci e Vanessa Debbia [1997] "Una soluzione evolutiva in un gioco differenziale di lotta di classe" pp. 14
188. Fabio Canova e Eva Ortega [1997] "Testing Calibrated General Equilibrium Model" pp. 34
189. Fabio Canova [1997] "Does Detrending Matter for the Determination of the Reference Cycle and the Selection of Turning Points?" pp. 35
190. Fabio Canova e Gianni De Nicolò [1997] "The Equity Premium and the Risk Free Rate: A Cross Country, Cross Maturity Examination" pp. 41
191. Fabio Canova e Angel J. Ubide [1997] "International Business Cycles, Financial Market and Household Production" pp. 32
192. Fabio Canova e Gianni De Nicolò [1997] "Stock Returns, Term Structure, Inflation and Real Activity: An International Perspective" pp. 33
193. Fabio Canova e Morten Ravn [1997] "The Macroeconomic Effects of German Unification: Real Adjustments and the Welfare State" pp. 34
194. Fabio Canova [1997] "Detrending and Business Cycle Facts" pp. 40
195. Fabio Canova e Morten O. Ravn [1997] "Crossing the Rio Grande: Migrations, Business Cycle and the Welfare State" pp. 37
196. Fabio Canova e Jane Marrinan [1997] "Sources and Propagation of International Output Cycles: Common Shocks or Transmission?" pp. 41
197. Fabio Canova e Albert Marcet [1997] "The Poor Stay Poor: Non-Convergence Across Countries and Regions" pp. 44
198. Carlo Alberto Magni [1997] "Un Criterio Strutturalista per la Valutazione di Investimenti" pp. 17
199. Stefano Bordini [1997] "Elaborazione Automatica dei Dati" pp. 60
200. Paolo Bertella Farnetti [1997] "The United States and the Origins of European Integration" pp. 19
201. Paolo Bosi [1997] "Sul Controllo Dinamico di un Sistema Pensionistico a Ripartizione di Tipo Contributivo" pp. 17
202. Paola Bertolini [1997] "European Union Agricultural Policy: Problems and Perspectives" pp. 18
203. Stefano Bordini [1997] "Supporti Informatici per la Ricerca delle soluzioni di Problemi Decisionali" pp. 30
204. Carlo Alberto Magni [1997] "Paradossi, Inverosimiglianze e Contraddizioni del Van: Operazioni Aleatorie" pp. 10
205. Carlo Alberto Magni [1997] "Tir, Roe e Van: Distorsioni linguistiche e Cognitive nella Valutazione degli Investimenti" pp. 17
206. Gisella Facchinetti, Roberto Ghiselli Ricci e Silvia Muzzioli [1997] "New Methods For Ranking Triangular Fuzzy Numbers: An Investment Choice" pp. 9
207. Mauro Dell'Amico e Silvano Martello [1997] "Reduction of the Three-Partition Problem" pp. 16
208. Carlo Alberto Magni [1997] "IRR, ROE and NPV: a Systemic Approach" pp. 20
209. Mauro Dell'Amico, Andrea Lodi e Francesco Maffioli [1997] "Solution of the cumulative assignment problem with a well-structured tabu search method" pp. 25
210. Carlo Alberto Magni [1997] "La definizione di investimento e criterio del Tir ovvero: la realtà inventata" pp. 16
211. Carlo Alberto Magni [1997] "Critica alla definizione classica di investimento: un approccio sistemico" pp. 17
212. Alberto Roverato [1997] "Asymptotic prior to posterior analysis for graphical gaussian models" pp. 8
213. Tindara Addabbo [1997] "Povertà nel 1995 analisi statica e dinamica sui redditi familiari" pp. 64
214. Gian Paolo Caselli e Franca Manghi [1997] "La transizione da piano a mercato e il modello di Ising" pp. 15
215. Tindara Addabbo [1998] "Lavoro non pagato e reddito esteso: un'applicazione alle famiglie italiane in cui entrambi i coniugi sono lavoratori dipendenti" pp. 54

216. Tindara Addabbo [1998] "Probabilità di occupazione e aspettative individuali" pp 36
217. Lara Magnani [1998] "Transazioni, contratti e organizzazioni: una chiave di lettura della teoria economica dell'organizzazione" pp 39
218. Michele Lalla, Rosella Molinari e Maria Grazia Modena [1998] "La progressione delle carriere: i percorsi in cardiologia" pp 46
219. Lara Magnani [1998] "L'organizzazione delle transazioni di subfornitura nel distretto industriale" pp 40
220. Antonio Ribba [1998] "Recursive VAR orderings and identification of permanent and transitory shocks" pp12
221. Antonio Ribba [1998] "Granger-causality and exogeneity in cointegrated Var models" pp 5
222. Luigi Brighi e Marcello D'Amato [1998] "Optimal Procurement in Multiproduct Monopoly" pp 25
223. Paolo Bosi, Maria Cecilia Guerra e Paolo Silvestri [1998] "La spesa sociale nel comune Modena" Rapporto intermedio pp 37
224. Mario Forni e Marco Lippi [1998] "On the Microfoundations of Dynamic Macroeconomics" pp 22
225. Roberto Ghiselli Ricci [1998] "Nuove Proposte di Ordinamento di Numeri Fuzzy. Una Applicazione ad un Problema di Finanziamento" pp 7
226. Tommaso Minerva [1998] "Internet Domande e Risposte" pp 183
227. Tommaso Minerva [1998] "Elementi di Statistica Computazione. Parte Prima: Il Sistema Operativo Unix ed il Linguaggio C" pp. 57
228. Tommaso Minerva and Irene Poli [1998] "A Genetic Algorithms Selection Method for Predictive Neural Nets and Linear Models" pp. 60
229. Tommaso Minerva and Irene Poli [1998] "Building an ARMA Model by using a Genetic Algorithm" pp. 60
230. Mauro Dell'Amico e Paolo Toth [1998] "Algorithms and Codes for Dense Assignment Problems: the State of the Art" pp 35
231. Ennio Cavazzuti e Nicoletta Pacchiarotti [1998] "How to play an hotelling game in a square town" pp 12
232. Alberto Roverato e Irene Poli [1998] "Un algoritmo genetico per la selezione di modelli grafici" pp 11
233. Marcello D'Amato e Barbara Pistoiesi [1998] "Delegation of Monetary Policy to a Central Banker with Private Information" pp 15.
234. Graziella Bertocchi e Michael Spagat [1998] "The Evolution of Modern Educational Systems. Technical vs. General Education, Distributional Conflict, and Growth" pp 31
235. André Dumas [1998] "Le systeme monetaire Europeen" pp 24.
236. Gianna Boero, Gianluca Di Lorenzo e Costanza Torricelli [1998] "The influence of short rate predictability and monetary policy on tests of the expectations hypothesis: some comparative evidence" pp 30
237. Carlo Alberto Magni [1998] "A systemic rule for investment decisions: generalizations of the traditional DCF criteria and new conceptions" pp 30
238. Marcello D'Amato e Barbara Pistoiesi [1998] "Interest Rate Spreads Between Italy and Germany: 1995-1997" pp 16
239. Paola Bertolini e Alberto Bertacchini [1998] "Il distretto di lavorazioni carni suine in provincia di Modena" pp 29
240. Costanza Torricelli e Gianluca Di Lorenzo [1998] "Una nota sui fondamenti matematico-finanziari della teoria delle aspettative della struttura della scadenza" pp. 15
241. Christophe Croux, Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1998] "A Measure of Comovement for Economic Indicators: Theory and Empirics" pp 23.
242. Carlo Alberto Magni [1998] "Note sparse sul dilemma del prigioniero (e non solo) pp 13.
243. Gian Paolo Caselli [1998] The future of mass consumption society in the former planned economies: a macro approach pp 21.
244. Mario Forni, Marc Hallin, Marco Lippi e Lucrezia Reichlin [1998] "The generalized dynamic factor model: identification and estimation pp 35.
245. Carlo Alberto Magni [1998] "Pictures, language and research: the case of finance and financial mathematics" pp 35.
246. Luigi Brighi [1998] "Demand and generalized monotonicity" pp 21.
247. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1998] "Risk and potential insurance in Europe" pp 20.
248. Tommaso Minerva, Sandra Paterlini e Irene Poli [1998] "A Genetic Algorithm for predictive Neural Network Design (GANND). A Financial Application" pp 12.
249. Gian Paolo Caselli Maurizio Battini [1998] "The Changing Distribution of Earnings in Poland from 1989 to 1996" pp. 9.
250. Mario Forni, Sergio Paba [1998] "Industrial Districts, Social Environment and Local Growth" Evidence from Italy pp. 27.
251. Lara Magnani [1998] "Un'analisi del distretto industriale fondata sulla moderna teoria economica dell'organizzazione" pp. 46.
252. Mario Forni, Lucrezia Reichlin [1998] "Federal Policies and Local Economies: Europe and the US" pp. 24.
253. Luigi Brighi [1998] "A Case of Optimal Regulation with Multidimensional Private Information" pp 20.
254. Barbara Pistoiesi, Stefania Luppi [1998] "Gli investimenti diretti esteri nell'America Latina e nel Sud Est Asiatico: 1982-1995" pp 27.
255. Paola Mengoli, Margherita Russo [1998] "Technical and Vocational Education and Training in Italy: Structure and Changes at National and Regional Level" pp 25.
256. Tindara Addabbo [1998] "On-the-Job Search a Microeconomic Analysis on Italian Data" pp. 29.
257. Lorenzo Bertucelli [1999] "Il paternalismo industriale: una discussione storiografica" pp.21.
258. Mario Forni e Marco Lippi [1999] "The generalized dynamic factor model: representation theory" pp. 25.
259. Andrea Ginzburg e Annamaria Simonazzi [1999] "Foreign debt cycles and the 'Gibson Paradox': an interpretative hypothesis" pp. 38.
260. Paolo Bosi [1999] "La riforma della spesa per assistenza dalla Commissione Onofri ad oggi: una valutazione in corso d'opera" pp. 56.
261. Marcello D'Amato e Barbara Pistoiesi [1999] "Go and soothe the row. Delegation of monetary policy under private information" pp. 23.
262. Michele Lalla [1999] "Sampling, Maintenance, and Weighting Schemes for Longitudinal Surveys: a Case Study of the Textile and Clothing Industry" pp. 27.
263. Pederzoli Chiara e Torricelli Costanza [1999] "Una rassegna sui metodi di stima del Value at Risk (Var)".
264. Paolo Bosi, Maria Cecilia Guerra e Paolo Silvestri [1999] "La spesa sociale di Modena. La valutazione della condizione economica" pp 74.
265. Graziella Bertocchi e Michael Spagat [1999] "The Politics Co-optation" pp 14.
266. Giovanni Bonifati [1999] "The Capacity to Generate Investment. An analysis of the long-term determinants of investment" pp.22.
267. Tindara Addabbo e Antonella Caiumi [1999] "Extended Income and Inequality by Gender in Italy" pp. 40.
268. Antonella Caiumi e Federico Perali [1999] "Children and Intrahousehold Distribution of Resources: An Estimate of the Sharing Rule of Italian Households" pp 24
269. Vincenzo Atella, Antonella Caiumi e Federico Perali [1999] "Una scala di equivalenza non vale l'altra" pp.23.

- 270 Tito Pietra e Paolo Siconolfi [1999] "Volume of Trade and Revelation of Information" pp. 33.
- 271 Antonella Picchio [1999] "La questione del lavoro non pagato nella produzione di servizi nel nucleo domestico (Household)" pp.58.
- 272 Margherita Russo [1999] "Complementary Innovations and Generative Relationships in a Small Business Production System: the Case of Kervit" pp.27.